

21 octobre 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Felipe Gonzalez, Président du gouvernement espagnol, sur le développement des communications entre la France et l'Espagne, les relations entre le parti socialiste et le PSOE et la construction de l'Europe, Foix, le 21 octobre 1994.

Mesdames et messieurs,

- Le huitième sommet franco-espagnol depuis la déclaration commune de 1985 vient de s'achever, ou plutôt il s'achèvera avec cette rencontre. Je vous épargnerai les détails du compte-rendu très intéressant, au demeurant, qui a été fait par les ministres compétents selon une tradition maintenant déjà établie. Mais bien entendu, vous pourrez poser les questions de votre choix, et ce qui a été dit tout à l'heure en séance plénière pourra vous être rapporté. Je remercie M. Felipe Gonzalez et les membres de sa délégation du travail accompli lors de leur visite à Foix.
- Nous avons pu constater que, sur le plan bilatéral, aucun problème de fond ne se posait entre nous - ce qui par rapport aux événements d'il y a dix à quinze ans représente un changement considérable de climat - et les contentieux qui naissent ici ou là - on a pu suivre cet été le débat sur la pêche -, sont des contentieux de circonstance qui n'entraînaient pas d'ailleurs des prises de position politique des dirigeants et qui sont tout simplement la gestion quotidienne des sociétés tumultueuses, et ça c'est la vie des hommes. Mais nous avons, d'une façon générale, une disposition d'esprit, qui nous porte à tenter de régler ces problèmes à l'avantage de notre Union. C'est ma première constatation et naturellement, il y a lieu d'en être très satisfait.
- Sur le plan de la politique étrangère, je n'ai pas noté de divergences particulières entre nous. Enfin, il y a des problèmes qui se posent ou qui s'imposent à certains depuis longtemps. Je pense à la Bosnie. Nous avons nos problèmes méditerranéens, on en fera la liste tout à l'heure si vous le voulez bien, et nous avons une façon d'aborder les problèmes qui nous permet d'aboutir assez rapidement à un accord ou à des accords.
- La grande affaire, c'est la construction de l'Union européenne. La mise en oeuvre de Maastricht, la préparation de la conférence intergouvernementale pour 1996. Or, il se trouve que l'Allemagne préside aujourd'hui, la France présidera à partir du 1er janvier 1995, l'Espagne lui succédera à partir du 1er juillet 1995 et c'est précisément le moment où il conviendra de mettre au point les travaux de la conférence intergouvernementale. On s'aperçoit à quel point les délais sont réduits. Une telle responsabilité pèse sur nous. Nous avons donc non seulement le plus grand intérêt, mais l'évidence nous commande de préparer cela ensemble avec la plus grande précision possible. Nous avons commencé de mettre en oeuvre le traité de Maastricht. C'est ce que nous continuons de faire.
- Il a été question, surtout ce matin, des problèmes de politique étrangère, de politique militaire, de politique culturelle, des problèmes touchant à l'organisation de l'Union européenne et des problèmes de transport, donc de relations directes entre les uns et les autres. Je ne crois pas en oublier. Voilà le point où nous en sommes. Je vous dirai sur les points qui vous paraîtront

sensibles de quelle manière ont été abordées les réponses à apporter. Je souhaite maintenant vous entendre, si vous souhaitez poser des questions à M. le Premier ministre espagnol ou à moi-même.\

QUESTION.- Etant donné que vous avez fait allusion au transport, ma curiosité va vers la voie ferrée transpyrénéenne de Toulouse à Barcelone qui passe par l'Ariège. Une déclaration de Jordi Pujol semblait vouloir la moderniser en y faisant circuler le célèbre train espagnol "Talgo". Alors, ma curiosité est non pas celle du TGV traditionnel dont on parle du côté de la côte, mais ici, en vous rappelant qu'il y eut un sommet franco-espagnol dont je fais état ce matin dans mon journal, avec le grand-père du roi actuel, Alphonse XIII, et le président Gaston Doumergue qui avaient inauguré la voie ferrée. L'Ariège attend beaucoup de cette voie ferrée, n'est-elle pas, monsieur le Président, un peu oubliée ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, si elle a été inaugurée par le Président Doumergue, elle a eu le temps de s'user un peu ! Ce n'est pas surprenant £ c'est la nature des choses. Donc, visiblement, c'est une affaire qu'il faut reprendre si, toutefois, cela est nécessaire.

- Ce qui est vrai, c'est qu'entre la France et l'Espagne, mais pas seulement dans cette région, nous avons une sorte d'obligation d'améliorer, en les multipliant, les communications. Je vais demander qu'on me transmette une petite note et je vous répondrai dans dix minutes. Je ne connais pas la question. Mais, il faudra que je relise l'histoire au temps du Roi Alphonse XIII et de la monarchie en Espagne, et de Doumergue en France.

- LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL.- Je crois que le ministre des transports aura l'occasion de vous expliquer les différentes liaisons que nous sommes en train d'examiner. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu une déclaration en matière de priorité, pour ce qui est des grands réseaux européens à grande vitesse, entre Montpellier et Barcelone. Par conséquent, nous essayons que cette priorité puisse progresser grâce à un accord bilatéral entre nos deux pays. Il y a une priorité, mais il y a également des projets complémentaires qui pourront donner une réponse satisfaisante à votre préoccupation, certainement.

- LE PRESIDENT.- Disons qu'il y a eu beaucoup d'améliorations dans l'ensemble. Le problème se pose sur tout le long des Pyrénées où il faut améliorer considérablement les passages entre l'Espagne et la France.\

QUESTION.- Je voudrais savoir si vous avez évoqué également à un moment ou à un autre, - et je m'adresse aux deux Présidents - le fait que ce sera le dernier Sommet où vous serez ensemble tous les deux. J'aimerais savoir d'ailleurs si la France a une réponse en ce qui concerne l'appui demandé par l'Espagne pour ce qui est de la candidature de M. Baron Crespo comme secrétaire général de l'UEO ?

- LE PRESIDENT.- Premièrement, nous ne nous sommes pas perdus en considérations nostalgiques. Ce sera, en effet, le dernier sommet franco-espagnol auquel je participerai. Mais cela n'arrêtera pas le cours de l'histoire. L'Espagne et la France n'en sont pas à cela près ! Sur le plan personnel, il n'y a aucune raison de ne pas continuer mes relations amicales avec Felipe Gonzalez, commencées il y a bien longtemps, à l'époque où le PSOE, parti socialiste ouvrier espagnol, était un parti clandestin et où la France - en particulier à Suresnes -, offrait, de temps en temps, l'occasion de se réunir aux militants interdits dans leur propre pays. Donc, vous voyez, cela fait un bout de temps. Cela durera le temps que cela durera. Mais moi, je ne peux pas vous promettre que, dans quelques années, nous pourrions continuer ce dialogue. J'y prends un grand plaisir.

- La position éventuelle de la France à l'égard de la candidature de M. Baron Crespo à l'UEO, c'est une question qui, pour l'instant, est au stade du gouvernement. Et je crois que la France n'éprouverait aucune difficulté à appuyer cette candidature si elle n'avait pas le sentiment, elle-même, qu'elle pourrait peut-être acquiescer cette fonction.

- Comme la France est amenée à quitter quelques présidences internationales et qu'elle remplit un rôle particulièrement important dans ce domaine militaire, j'ai l'impression que cette revendication n'est pas abandonnée et qu'elle continue d'être en discussion. Mais, je ne peux pas vous donner une conclusion à l'avance. Elle est préparée par les ministres compétents. Ensuite, j'en serai saisi mais on n'en est pas là. Je connais bien M. Baron Crespo. Il n'y a pas d'opposition

j'en serai saisi mais en fait ce n'est pas lui. Je connais bien M. Baron Crespo. Il n'y a pas d'opposition personnelle et je sais de quelle manière le gouvernement espagnol y tient. Mais je crois que la France y tient aussi un peu. Il faudrait éviter que cela tourne à la compétition entre nos deux pays.

- LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL.- Vous savez parfaitement que nous allons présenter la candidature de M. Baron Crespo. C'est une candidature qui pourrait tout à fait correspondre aux besoins de développer l'Union européenne occidentale sur le plan politique. Nous l'avons dit et nous espérons que c'est une candidature qui sera retenue à l'avenir.

- En ce qui concerne votre première question maintenant, je pense qu'il faudrait tout de même souligner que j'ai demandé au Président Mitterrand, s'il a l'occasion et s'il le souhaite, au nom du Roi et en mon nom propre, d'envisager une visite là où il veut en Espagne, dans les mois qui viennent. Nous serions tellement heureux de le recevoir avant la fin de son mandat. Nous lui avons transmis cette invitation et, une fois de plus, nous la lui transmettons.\

QUESTION.- Je voudrais tout d'abord vous demander si le problème de la pêche a retenu l'intérêt des hommes politiques, et si on a parlé de solutions.

- LE PRESIDENT.- J'ai entendu les ministres s'exprimer à ce sujet et j'ai constaté d'ailleurs avec plaisir qu'ils s'étaient entendus sur une règle, à savoir l'application de la réglementation communautaire. Respectons-la et les incidents s'apaiseront, pas d'un seul coup. C'est le rôle de la diplomatie et des ministres spécialisés, je pense à ceux de l'agriculture, de créer les conditions d'un meilleur climat, mais la solution, c'est le respect des règles communautaires, dans la pratique de la pêche et dans la nature des équipements. Je pense que si l'Europe fait des progrès dans les esprits, on en a besoin, c'est évident, on évitera de commencer par des petits combats avant de rechercher les arrangements, c'est en tout cas l'attitude du gouvernement.

- LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL.- Je suis tout à fait d'accord en ce qui concerne la pêche, monsieur le Président.\

QUESTION.- Vous avez évoqué la question de la Bosnie. Est-ce qu'il y a un accord complet sur la question, et est-ce qu'il y a même au-delà, une politique européenne sur la Bosnie, notamment par rapport à l'attitude américaine concernant la levée de l'embargo ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il n'y a pas de différent sur le point essentiel que vous venez d'évoquer, à savoir que les Européens ne souhaitent pas la levée de l'embargo sur les armes en Yougoslavie, et donc ne feront rien pour faciliter cet aboutissement. C'est vrai que les gouvernements américains ont adopté des positions différentes. Je ne suis pas sûr qu'ils en soient toujours là. Je ne peux vous répondre clairement sur ce point. En tout cas, la position de la France n'a pas changé. Y a-t-il une véritable politique européenne ? Les pays de l'Union européenne sur ce terrain-là sont arrivés à un bon accord, la difficulté se situe sur un autre plan, comme vous pouvez le voir. La paix ne résultera que des efforts conjugués des Etats-Unis d'Amérique, de la Russie et de l'Union européenne, conjugués avec ceux des intéressés sur place, ce qui n'est pas le plus facile. Or, vous savez bien que sur la manière de faire, sur les principes, l'accord n'existe pas ou du moins est difficile à réaliser entre les Russes et les Américains, alors qu'ils ont tant d'autres sujets sur lesquels leur accord est solide. L'Union européenne peut remplir un rôle de synthèse que le gouvernement français et le ministre des affaires étrangères s'efforcent d'assumer, la décision ne dépendant pas que de nous, bien entendu. Voilà ce que je puis vous dire à ce sujet.\

QUESTION.- C'est la dernière rencontre dans le cadre d'un sommet franco-espagnol et j'aimerais demander au Président Mitterrand de nous parler de l'évolution de ces vingt années d'amitié, s'il veut bien, parce que cela a commencé à Suresnes. J'aimerais bien savoir quelle est l'évolution que vous voyez sur un plan idéologique ?

- LE PRESIDENT.- Vous raconter toutes ces années d'histoire, je ne sais pas si c'est l'heure. Moi j'ai connu Felipe Gonzalez, comme je le disais il y a un moment, alors qu'il était un jeune socialiste résistant clandestin et j'ai été, comment dirais-je, presque témoin des difficultés rencontrées à l'époque pour que le parti socialiste espagnol puisse se moderniser. Il y avait le conflit entre les anciens et les modernes, entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, conflits tout à fait classiques. On a retrouvé partout des situations de ce genre. Et donc j'ai d'abord

observé avec curiosité ce jeune leader qui s'est, me semble-t-il, affirmé depuis.

- Nous avons surtout travaillé ensemble pour la préparation de ce congrès de Suresnes puisque c'est là que s'est constitué officiellement le PSOE, le Parti socialiste ouvrier espagnol, et comme cela a été fait en France, j'ai été conduit à présider, j'en suis très fier, le Congrès constitutif de la rénovation socialiste en Espagne. La suite, vous la connaissez. Il a fallu peu d'années pour que, après la mort du général Franco, ce parti qui était un tout petit parti, mais qui reposait sur une grande tradition et qui était victime de ses rivalités internes comme tous les partis, affirme sa capacité de gouverner l'Espagne, ce que les électeurs espagnols ont reconnu à diverses reprises.

- Nous avons travaillé vraiment dans un très bon climat d'amitié, vous avez parlé d'idéologie, tout à l'heure, j'ai été très honoré que Felipe Gonzalez et ses amis me demandent avec Willy Brandt d'être en somme les notaires ou les témoins de la réconciliation générale des socialistes espagnols qui s'est déroulée à Madrid. Nous avons eu une séance très émouvante où tous les groupes socialistes dispersés ont décidé de s'entendre et nous avons, Willy Brandt et moi-même, contresigné cet accord.

- Nous nous sommes très souvent vus sur le plan public, mais aussi sur le plan privé, et je dois vous confesser qu'il m'arrive, de temps à autre, de me rendre en Espagne sans publicité aucune, invité par Felipe Gonzalez pour connaître et admirer plusieurs des régions espagnoles, en particulier l'Andalousie naturellement. Et alors, c'est toute une vie, enfin une large part de notre vie, ou de la mienne.\

LE PRESIDENT.- ` Suite réponse sur l'histoire du socialisme ` Sur le plan de l'explication théorique, je sais bien que lorsqu'un parti socialiste - on me pose la question, je vous réponds, mais ce n'est pas tout à fait mon domaine pour l'instant - arrive au pouvoir, il lui faut gérer le réel et en France cela n'est pas arrivé souvent. En réalité, c'est arrivé deux fois et encore la première fois, c'était en 1936, et cela n'a duré qu'un an, deux ans historiquement, mais un an sous la conduite de Léon Blum. C'était le Front populaire. Et puis en 1981.

- C'est-à-dire qu'il faudrait toujours avoir des équipes préparées à gouverner. Gouverner, c'est aussi une expérience. Et quand il se passe tant de temps sans alternance politique, c'est très difficile pour ceux qui parviennent au pouvoir sans l'avoir jamais exercé. C'est donc une tradition que nous avons pu instaurer en France avec l'alternance. Je ne dirai pas quels sont les mérites des uns et des autres, ce n'est pas mon rôle. Mais le mérite de l'alternance qui permet aux différentes fractions dominantes de l'opinion publique d'accéder au gouvernement à tour de rôle est évident. Je crois que c'est indispensable à la démocratie. Sans quoi, que l'on soit d'un côté ou que l'on soit de l'autre, si l'on arrive soudain au pouvoir sans avoir la pratique des choses, tout naturellement l'esprit s'évade. L'esprit construit, et c'est tout à fait nécessaire, une société idéale. Il faut en avoir une conception. Et il faut savoir aussi que ce type de société exige beaucoup d'efforts.\

Je me souviens avoir réfléchi à ces choses lorsque j'étais moi-même prisonnier de guerre en Allemagne, pendant un an et demi. Là, j'appartenais à une société, - ça va vous surprendre parce que ça paraît paradoxal -, idéale. C'est-à-dire que tous les prisonniers de guerre avaient, - il y avait aussi des guérilleros espagnols - la même nourriture, le même emploi du temps. Les différences sociales précédentes étaient pratiquement abolies. Les hiérarchies sociales d'avant n'avaient plus aucun sens. Seule comptait l'attitude de chacun devant l'épreuve. Et on se persuadait à quel point la hiérarchie sociale ne représentait pas grand chose. Mais en même temps, il y avait un danger auquel j'ai moi-même parfois succombé, dans ma tête : c'est d'imaginer qu'une société, la société véritable, quotidienne, celle que nous devons retrouver un jour, pourrait être comme ça. C'était donc une vue parfois exagérément idéaliste de la société.

- C'est très bon l'idéalisme, mais les hommes, les femmes aussi se chargent de remettre les choses d'aplomb parce que la pratique idéale de la vie reste un objectif souvent spirituel, en tout cas social, mais ce n'est pas le pain quotidien. Alors il faut affronter cette difficulté-là. Et à ce moment-là, permettez-moi de rester sur cet élément non pas de politique intérieure, mais idéologique dont je répète que je n'ai pas la charge, il est curieux de constater que ceux qui nous reprochent le plus de ne pas appliquer ce qui était écrit auparavant, ce ne sont pas nos amis,

mais les autres qui se font les juges les plus sévères de notre conduite. A moi aussi, cela m'est arrivé souvent. Beaucoup de conservateurs français disent : il n'est pas socialiste. Peut-être pas, mais qu'est-ce qu'ils en savent ? Enfin, cela est une autre affaire. C'est comme ça, ça se pratique dans tous les pays du monde, aussi je suppose qu'aujourd'hui, Felipe Gonzalez puisque vous lui avez parlé de son prestige, de ses difficultés, doit rencontrer quelques objections de ce genre. Celles des jusqu'au boutistes et des théoriciens absolus que l'on a dans son propre camp, et puis, il y a ceux d'en face qui s'amusent naturellement à marquer les différences qu'il y a entre le projet annoncé et la réalité quotidienne.

- Ce qui fait que j'en parle très sereinement, c'est que personne n'échappe à ce genre de critique. Personne. Bon, alors il faut faire ce que l'on croit devoir faire, et puis laisser passer. Quant à mes rendez-vous futurs avec Felipe Gonzalez, s'il veut bien m'inviter, mais il vient de le faire à l'instant, je répondrai avec plaisir à son invitation.\

QUESTION.- Sur les affaires judiciaires en cours en France et en Espagne.

- LE PRESIDENT.- Quant aux affaires de justice qui vous préoccupent, - mais qui ne me regardent pas - on n'est pas tout à fait indemne en France non plus ! A mon avis, il y a deux principes évidents. Je suis même étonné que cela paraisse aussi obscur. Premier principe : il faut que les pouvoirs exécutif et législatif laissent le pouvoir judiciaire et les juges agir librement selon les règles et selon leur conscience. Deuxièmement, il faut que tous les citoyens - et d'abord les magistrats - appliquent la loi, et respectent les principes constitutionnels qui ont fondé la démocratie.

- Je ne peux pas tous les énoncer. Mais d'abord, c'est la présomption d'innocence. Ensuite, c'est le respect des procédures & c'est le respect de ce qu'on appelle le code pénal et le code de procédure pénale. C'est trouver une déontologie dans la publicité des affaires car la relation presse-justice-politique a besoin d'être mise au clair etc.\

QUESTION.- Je voulais connaître l'opinion de M. Gonzalez sur ce Sommet.

- LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL.- Pour ce qui est de l'évaluation des résultats de ce Sommet, je crois que M. le Président de la République a tiré les conclusions. C'est un Sommet qui intervient à un moment très important et qui est la suite de ce que nous faisons depuis longtemps. Notre coopération entre gouvernements n'a fait que s'intensifier tout au long des années. Nous avons pu débloquent les positions sur les deux gros problèmes de notre relation et je peux dire que tant les relations bilatérales que les relations au niveau de la construction européenne sont des relations parfaitement harmonieuses, parfaitement efficaces, et nous avons, lors de ce Sommet, pu consacrer une grande partie de notre temps à l'examen de notre coopération et de la coordination entre les présidences françaises et espagnoles, en prévision de la Conférence intergouvernementale de 1996. Et, par conséquent, je m'associe tout à fait à l'évaluation que vous a faite M. le Président Mitterrand.\

QUESTION.- Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, je voudrais savoir si vous avez abordé la situation en Algérie et quelle analyse vous en faites, si, à votre avis, elle est convergente ou divergente à ce propos ?

- LE PRESIDENT.- Messieurs les ministres des affaires étrangères en ont parlé. J'ai le sentiment que leurs analyses étaient convergentes. D'ailleurs, il est difficile de diverger dans ce domaine, tant le problème algérien se complique de jour en jour. Il faut que les responsables des pays voisins, et amis de l'Algérie, autant que possible, se rejoignent. Nous avons une très bonne ambition méditerranéenne. C'est un point très important pour nous. Nous sommes, nous Français, très prudents dans notre expression & non pas dans notre expression de solidarité à l'égard du peuple algérien ou de la nation algérienne, ou de l'Etat algérien. Nous continuons à contribuer à toutes ses chances de redressement économique et financier, avec beaucoup de résolution. Nous n'entrons pas dans la politique intérieure pour déterminer si nous devons, ou nous ne devons pas, continuer d'aider le peuple algérien. Bon, cela c'est clair.

- Mais quant au choix de politique intérieure, ce n'est pas notre affaire. Nous avons pourtant nos préférences, mais ce n'est pas notre affaire et surtout parce que nous avons été une puissance considérée comme coloniale, en Algérie. Il y a eu une guerre entre l'Algérie et la France et nous devons traiter ce sujet avec la plus grande délicatesse pour ne pas donner le sentiment de nous

devois traiter ce sujet avec la plus grande délicatesse pour ne pas donner le sentiment de nous immiscer dans une situation, déjà difficile pour les Algériens, et où le jugement des Français risquerait d'être mal compris.

- Bien entendu, ce que nous souhaitons - mais cela c'est une banalité - c'est que, finalement, l'emporte la paix intérieure sur une base démocratique. Nous ne souhaitons ni une dictature ni un retour en arrière dans les moeurs et dans les pratiques sociales. C'est ce que je peux vous dire pour la France. Avec l'Espagne, il n'y a pas de problème, nos analyses vraiment se rapprochent, enfin c'est au Président espagnol de le dire.

- LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL.- Oui, il y a bien sûr un aspect économique et un aspect politique dans le problème algérien. Pour ce qui est de l'économie, nous nous sommes mis d'accord pour coopérer afin d'essayer de surmonter les éléments de crise algérienne et il faut une coopération dans ce domaine. Maintenant, du point de vue politique, je peux simplement vous dire une chose : nous avons emprunté une voie de dialogue, avec beaucoup de difficultés. Le problème algérien est un problème pour tous les pays voisins mais je crois que la seule voie possible, c'est un dialogue qui permettra d'approfondir une voie de démocratisation du pays et je crois que nous sommes là totalement d'accord avec la France et avec nos autres voisins.\

LE PRESIDENT.- J'ai là une note qui me permet de donner un élément de réponse à mon premier interpellateur sur le Talgo. La priorité, puisqu'il faut bien des priorités quand on a beaucoup de travail à faire et il y en a beaucoup pour améliorer les communications franco-espagnoles, est de relier Toulouse à la nouvelle infrastructure déjà décidée, Barcelone - Montpellier. C'est la priorité et tout cela coûte cher, donc cela passera avant la modernisation du Talgo qui, cependant, reste très intéressante. C'est la raison pour laquelle le tronçon binational ira de Barcelone à Narbonne, puisque c'est à Narbonne que se fera la jonction vers Montpellier, d'une part, et Toulouse d'autre part. Sur le plan des perspectives immédiates, voilà ce qui est entendu. J'ajoute que ces deux lignes, qui doivent traverser les Pyrénées, ont été retenues comme devant faire partie du plan d'investissement européen. Il reste une discussion pour Béziers et pour Montpellier mais le gouvernement français engage énergiquement le débat et cette priorité que je vous indique, est assurée d'avoir un financement européen, ce qui n'est pas négligeable.\

LE PRESIDENT.- Ce qui a dominé l'entretien que j'ai pu avoir pour commencer ces travaux avec M. Felipe Gonzalez, je crois qu'il en a été de même dans l'entretien qui a réuni ensuite le Premier ministre espagnol et le Premier ministre français, c'était quand même l'Europe, l'Union européenne, la manière d'agir avec nos deux présidences successives, nos conceptions de la construction de l'Union, voilà le point principal. Vous savez qu'il y a une discussion en cours qui porte sur l'Europe à plusieurs vitesses, l'Europe à géométrie variable, sur les noyaux durs. Là-dessus nos positions sont très proches. Nous avons donc commencé à nous interroger sur la conférence intergouvernementale de 1996, nous avons parlé du développement de l'union militaire autour de l'UEO, de l'Eurocorps, de la force qui prend forme actuellement entre l'Espagne, l'Italie et la France. Nous avons parlé des démonstrations à faire sur les problèmes d'élargissement à l'Est de l'Europe car des contradictions risquent de se créer et il faut les éviter, elles seraient mortelles : entre un élargissement à tout va qui est souhaitable, c'est-à-dire que l'Europe démocratique soit tout entière dans l'Union européenne, et les disparités économiques qui existent actuellement, qu'il est assez difficile de surmonter en adaptant à chaque pays des clauses de traité différentes. Notre règle, c'est Maastricht. On peut admettre des inflexions, des délais, cela a d'ailleurs été fait pour la Grande-Bretagne et pour d'autres mais il faut suivre une ligne et il ne faut pas que l'élargissement à tout prix se fasse au détriment de la structure même de l'Europe, il ne faut pas qu'il soit antinomique, là-dessus nos deux gouvernements me paraissent décidés à agir.

- Quant à moi, j'ai quelques préférences personnelles qui ne sont pas forcément identiques à toutes celles de mes compatriotes, y compris même au gouvernement, cela arrive, et je souhaite que la manière dont les choses ont été mises au point, sur le plan technique et informatique, nous permette également d'avancer quant à la mise en ordre et la mise en place des conventions de Schengen : il faut faire ce qu'on a dit.\

